

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE DU 06 AVR. 2020

Société VILLEMONT
dont le siège social est situé à Argy (36 500) 11 route de Lactencin,
dans le cadre de l'exploitation du site qu'elle exploite à la même adresse

LE PRÉFET,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-08-0141 du 17 août 2007 autorisant les Établissements VILLEMONT André SA à poursuivre et à étendre l'exploitation de son silo de stockage de céréales à Argy ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012181-0001 du 29 juin 2012 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté susvisé en autorisant les Établissements VILLEMONT à poursuivre et étendre ses activités sur le territoire de la commune d'Argy ;

Vu la déclaration d'existence du 22 octobre 2018, actée par lettre préfectorale du 18 décembre 2018 ;

Vu l'étude de dangers déposée à l'appui de la demande d'autorisation d'exploiter, présentée le 10 mai 2006, concernant les silos de stockage de céréales exploités par les Établissements Villemont et implantés sur le territoire de la commune d'Argy ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement suite au contrôle des installations le 31 octobre 2019, transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 13 février 2020 informant l'exploitant, conformément au premier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de la proposition d'arrêté de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 26 février 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'installation exploitée par les Établissements Villemont à Argy comporte des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté ministériel susvisé du 26 novembre 2012 ;

CONSIDÉRANT que les installations de stockage en vrac de céréales sont susceptibles, en cas d'accident les affectant, de générer des effets irréversibles de type surpression sur les locaux administratifs ;

CONSIDÉRANT que l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté, lors de l'inspection du site le 31 octobre 2019, que la distance d'isolement de 10 mètres entre le local administratif et le silo 1 n'est pas respectée (8 m mesurés) et qu'une chambre à poussières est présente dans cet espace ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8-I du code de l'environnement prévoit qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu de ce même code aux installations et activités, l'autorité administrative met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées, de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire, lors de sa visite d'inspection du 31 octobre 2019 des installations exploitées par les Établissements à Argy, a constaté l'inobservation des dispositions de l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2007-08-0141 précité du 17 août 2007 ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1 :

La société VILLEMONT, dont le siège social est situé 11 route de Lactencin à Argy (36 500), pour les activités qu'elle exploite à la même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 du présent arrêté dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Prévention des risques technologiques – Distances d'isolement (article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2007)

Tout local administratif est éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention.

On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaires, commerciaux...).

Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour les silos verticaux.

Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation à savoir vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage, ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1^{er} alinéa du présent article.

Pour les silos existants et dans le cas où les locaux administratifs ne peuvent être éloignés des capacités de stockage et des tours de manutention pour des raisons de configuration géographique, l'étude de dangers définit, de plus, les mesures de sécurité complémentaires éventuelles à mettre en œuvre.

Article 3 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le Tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 5 – Notification

Le présent arrêté est notifié à la société Villemont, dont le siège social est situé 11 route de Lactencin à Argy.

Une copie est adressée à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Centre-Val de Loire et à Madame la maire de la commune d'Argy.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Indre, le Directeur Départemental de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet,
Et par délégation,
La Secrétaire Générale,



Lucile JOSSE

